

COMMUNICATIONS OFFICIELLES

OFFICIAL NEWS

Les membres du personnel sont censés avoir pris connaissance des communications officielles ci-après.

La reproduction même partielle de ces informations par des personnes ou des institutions externes à l'Organisation exige l'approbation préalable de la Direction du CERN.

Members of the personnel shall be deemed to have taken note of the news under this heading.

Reproduction of all or part of this information by persons or institutions external to the Organization requires the prior approval of the CERN management.

POUR INFORMATION

FOR INFORMATION

COMITE DE MANAGEMENT REUNION DU 20 OCTOBRE 1994

Dans le cadre de son rapport sur les réunions de septembre du Comité des directives scientifiques, du Comité des finances et du Comité du Conseil, ainsi que sur la première réunion du Forum tripartite sur les conditions d'emploi (TREF), le Directeur général a informé le Comité de management que les discussions se poursuivent en vue de l'approbation définitive du projet LHC. On espère que les questions non encore réglées pourront l'être d'ici la fin de l'année. En ce qui concerne la participation éventuelle d'Etats non-membres au projet LHC, le Comité du Conseil a convenu de créer un petit sous-groupe chargé d'étudier dans le détail les accords avec les Etats non-membres intéressés et de donner des orientations à l'échelon du Conseil entre les réunions du Comité du Conseil.

Le Comité de management a été informé qu'à la suite des discussions du Comité des finances et du TREF, en septembre, sur les premières propositions relatives aux indices de variation des coûts pour 1995, et conformément à la nouvelle procédure de consultation approuvée par le Conseil en juin 1994, le TREF a prévu de tenir sa prochaine réunion immédiatement après celle du Comité des finances, le 11 novembre, afin que la proposition de la Direction concernant l'adaptation des traitements puisse lui être renvoyée pour une nouvelle discussion, au cas où le Comité des finances ne parviendrait pas à formuler une recommandation au Conseil sur cette base.

A la suite des observations de certaines délégations au Comité des finances et au TREF concernant le calcul de l'indice des traitements proposé, eu égard au fait que l'une des références officielles (le mouvement des traitements réels dans la fonction publique fédérale suisse) est techniquement négative pour la période considérée, la Direction a décidé de maintenir sa proposition provisoire fondée sur l'application stricte des dispositions pertinentes et de soumettre une nouvelle version du document apportant les informations supplémentaires demandées par le Comité des finances sous la forme d'un additif. Compte tenu des préoccupations exprimées au sujet des conséquences à long terme d'adaptations des pensions supérieures à celles des traitements, le TREF a décidé d'examiner la proposition d'adaptation des pensions pour 1995 en liaison avec l'indice des traitements.

MANAGEMENT BOARD MEETING OF 20 OCTOBER 1994

Reporting on the meetings of the Scientific Policy Committee, the Finance Committee, the Committee of Council and the first meeting of the Tripartite Employment Conditions Forum (TREF) in September, the Director-General informed the Management Board that discussions were still continuing with a view to the definitive approval of the LHC project. It was hoped that outstanding issues could be settled by the end of the year at the latest. Regarding prospective non-Member State involvement in the LHC project, the Committee of Council had agreed to set up a small sub-group to discuss details of agreements with non-Member States and provide Council-level guidance between meetings of the Committee of Council.

The Management Board was informed that, following the discussions in the Finance Committee and TREF in September on the preliminary proposals for the 1995 cost-variation indices and in line with the new consultation arrangements approved by the Council in June 1994, TREF had scheduled its next meeting immediately after the Finance Committee on 11 November so that the Management's proposal with regard to the salary adjustment could be referred back for further discussion in the event that the Finance Committee was unable to make a recommendation to the Council on that basis.

Following comments by delegations at the Finance Committee and TREF regarding the calculation of the salary adjustment proposal in the light of the fact that one of the official references (real net salary movement of the Swiss Federal Public Service) had been technically negative for the period concerned, the Management had decided to maintain its provisional proposal, which was based on strict application of the relevant provisions, and to provide a new version of the document containing the additional information requested by the Finance Committee in the form of an addendum. In view of concern expressed over the long-term implications of higher pension adjustments than salary adjustments, TREF had decided to discuss the proposal for the 1995 pension adjustment in connection with the salary index.

The Associate Director for Future Accelerators, Dr L. Evans, informed the Management Board that a LHC Technical Committee, with representation of each division directly involved in the project, had now been set up in order to improve co-ordination and information transfer. Tests on

Le Directeur associé pour les futurs accélérateurs, M. L. Evans, a informé le Comité de management qu'un Comité technique pour le LHC, composé de représentants de toutes les divisions directement concernées par le projet, a maintenant été mis sur pied afin d'améliorer la coordination et l'échange d'informations. Les essais du premier prototype d'aimant dipolaire supraconducteur, livré par l'Allemagne au CERN le 29 septembre¹, doivent commencer dans la dernière semaine d'octobre. On a de bonnes raisons de penser qu'une chaîne d'aimants sera en état de fonctionner à plein régime d'ici la fin de l'année.

Le chef de la Division du personnel, M. W. Middelkoop, a présenté l'ordre du jour provisoire de la réunion de novembre du TREF. Le Comité de management a fait sien l'idée qu'il serait opportun que la Direction et l'Association du personnel s'accordent officieusement sur les points de la documentation technique qui pourraient être soumis directement au TREF, sans examen préalable par le Comité de concertation permanent.

Le Comité de management a entendu un bref rapport sur l'issue des discussions concernant la révision des Statut et Règlement du personnel qui ont eu lieu lors des réunions du 23 septembre et du 7 octobre du Comité de concertation permanent.²

Le Directeur général a annoncé qu'il rencontrera le Directeur général de l'UNESCO, M. F. Mayor, le 28 octobre.

A huis clos, le Comité de management a examiné le rapport 1994 du Comité pour les carrières d'ingénieurs-techniciens et les carrières administratives (TEACC) présenté par le Président du Comité, M. P. Ciriani, et accepté les résultats des évaluations effectuées par la Division PE concernant les changements de filière de carrière pour les filières II à VI, brièvement exposés par M. Middelkoop. Les décisions finales sur ces deux questions seront prises par le Directoire à sa prochaine réunion.

1) Voir Bulletin hebdomadaire No 41/94

2) Voir Bulletin hebdomadaire Nos 40/94 et 43/94 respectivement

the first prototype superconducting dipole magnet from Germany, which had arrived at CERN on 29 September¹, were due to start in the last week of October. There were good prospects of a fully operational magnet string by the end of the year.

The Leader of Personnel Division, Dr W. Middelkoop, presented the provisional agenda for the November meeting of TREF. The Management Board endorsed the view that it would be appropriate for the Management and the Staff Association to agree informally which items of technical documentation could be referred directly to TREF without the need for prior examination by the Standing Concertation Committee.

The Management Board heard a short report on the outcome of discussions at the meetings of the Standing Concertation Committee on 23 September and 7 October concerning the revision of the Staff Rules and Regulations.¹

The Director-General announced that he would be meeting the Director-General of UNESCO, Dr F. Mayor, on 28 October.

In closed session, the Management Board discussed the 1994 report of the Technical Engineers and Administrative Careers Committee (TEACC) presented by the Chairman of TEACC, P. Ciriani, and accepted the results of the evaluations carried out by PE Division concerning changes of career path in career paths II to VI, which were briefly presented by Dr Middelkoop. The final decisions on both matters will be taken by the Directorate at its next meeting.

1) As reported in Weekly Bulletin No 41/94

2) As reported in Weekly Bulletin Nos 40/94 and 42/94 respectively.

FERMETURE DE FIN D'ANNEE 1994/1995

Comme annoncé au Bulletin hebdomadaire no. 6/94, le Laboratoire sera fermé du jeudi 22 décembre 1994 au mardi 3 janvier 1995 inclus.

Cette période de 13 jours se décompose comme suit :

- 4 jours fériés, à savoir les 24, 25 et 31 décembre 1994, ainsi que le 1er janvier 1995;
- 4 jours – les 22, 23 décembre 1994, ainsi que les 2 et 3 janvier 1995 – en compensation des 4 jours fériés ci-dessus (Article R II 4.41 du Règlement du Personnel);
- 5 jours de congé spécial rémunéré en application de l'Article R II 4.04 du Règlement du Personnel, soit les 26, 27, 28, 29 et 30 décembre 1994.

Le premier jour ouvrable de la nouvelle année sera le mercredi 4 janvier 1995.

De plus amples informations pourront être obtenues auprès des secrétariats de divisions, notamment au sujet des conditions applicables aux membres du personnel désignés pour travailler pendant cette période.

Division du Personnel
Tél. 4474-2862

END-OF-YEAR-CLOSURE 1994/1995

As announced in Weekly Bulletin N° 6/94, the Laboratory will be closed from Thursday 22 December 1994 to Tuesday 3 January 1995 inclusive.

This period consists of 13 days :

- 4 days' official holiday, i.e. 24, 25 and 31 December 1994 and 1 January 1995;
- 4 days – 22, 23 December 1994 and 2 and 3 January 1995 – in compensation for the 4 days' official holiday above (Article R II 4.41 of the Staff Regulations);
- 5 days' special paid leave in accordance with Article R II 4.04 of the Staff Regulations, i.e. 26, 27, 28, 29, and 30 December 1994.

The first working day in the New Year will be Wednesday 4 January 1995.

Further information will be available from Division Secretariats, specifically concerning the conditions applicable to members of the personnel who are required to work during this period.

Personnel Division
Tel. 4474-2862

RAPPEL

VEHICULES DU CERN ET DES MEMBRES DU PERSONNEL

Véhicules de fonctions

Il est rappelé aux membres du personnel (**titulaires et non titulaires**) que les véhicules appartenant au CERN ou loués par lui sont mis à leur disposition, conformément aux accords passés avec les Pays-hôtes, dans le cadre de leur activité et pour un usage officiel. Leur utilisation à titre privé, notamment pour effectuer des achats, amener des enfants à l'école, se rendre au domicile pour déjeuner, transporter des biens privés, est strictement interdite (voir document AG-OF/RH/3500, juillet 1991, et Bulletin hebdomadaire 16/94-16-4.94). En cas de contrôle et de sanctions de la part des autorités françaises et suisses, l'Administration n'interviendra pas en faveur des contrevenants.

Parking de l'aéroport de Genève

Les autorités suisses mettent à la disposition des détenteurs de voitures de fonction et privés portant des plaques **diplomatiques** suisses (GE ou VD) ou françaises (431 CMD ou CD) un parking gratuit dit "P4". Le stationnement n'est pas limité dans le temps. En cas de problème, prière de s'adresser à la Police de l'Aéroport (tél. 788.22.26) ou au Service des Relations avec les Pays-hôtes (tél. 5152).

Suisse: Permis de conduire

Les membres du personnel, titulaires d'une "carte de légitimation" ou d'une "attestation de fonctions" délivrées par le Département fédéral suisse des Affaires étrangères, qui résident en Suisse depuis une année, doivent posséder un permis de conduire suisse. Toutefois, les titulaires d'"attestations de fonction" qui séjournent hors de Suisse plus de trois mois consécutifs ne sont pas obligés de demander ce permis.

France: Permis de conduire

Les membres du personnel, titulaires d'une "carte spéciale" délivrée par le Ministère français des Affaires étrangères, ne sont pas tenus de posséder un permis de conduire français dans la mesure où un arrangement a été signé entre la France et le pays de délivrance de leur permis de conduire. C'est le cas pour les Etats Membres suivants: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, République slovaque, Royaume-Uni, Suède.

La Suisse, par contre, n'a pas signé un arrangement avec la France. Les titulaires d'un permis de conduire suisse sont, par conséquent, tenus de l'échanger contre un permis français dans un délai d'un an à compter de la date d'établissement de leur carte de séjour en France.

Pour savoir si un tel arrangement existe entre les autres pays et la France, vous pouvez consulter le Service des Relations avec les Pays-hôtes (tél. 5152).

France: Véhicules immatriculés en série consulaire ou diplomatique

A la suite du communiqué paru dans le "Bulletin hebdomadaire" 25/94 du 20 juin 1994, il est précisé que seuls les membres du personnel du CERN non français titulaires de "cartes spéciales" ou "cartes diplomatiques" délivrées par le Ministère des Affaires étrangères peuvent conduire des voitures immatriculées en série consulaire ou diplomatique. Les ressortissants français et non français en possession d'un permis de résident permanent, non titulaires (conformément à

REMINDER

CERN VEHICLES AND MEMBERS OF THE PERSONNEL

Official vehicles

Members of the Personnel (**both established and non-established**) are reminded that the use of vehicles belonging to or hired by CERN is subject to the agreements with the Host States and is authorised only in the course of duties and for official use. The private use of such vehicles, i.e. for shopping, taking children to school, going home for lunch, transporting personal items, is strictly forbidden (see document AG-OF/RH/3500, July 1991, and Weekly Bulletin 16/94 - 16.4.94). In the event of controls and sanctions by the French and Swiss authorities the Administration will not intervene on behalf of anyone contravening these regulations.

Geneva Airport car park

The Swiss authorities provide a free car park ("P4") for official or private vehicles bearing Swiss (GE or VD) or French (431 CMD or CD) **diplomatic** plates. There is no maximum time limit. In the event of problems please contact the Airport Police (tel. 788.22.26) or the Relations with the Host States service (tel. 5152).

Switzerland: Driving licence

Members of the Personnel who hold a "carte de légitimation" or "attestation de fonctions" issued by the Swiss Federal Foreign Affairs Department and have been living in Switzerland for a year or more must hold a Swiss driving licence. However, holders of the "attestation de fonctions" residing outside Switzerland for more than three consecutive months are not required to apply for this licence.

France: Driving licence

Members of the Personnel who hold a "carte spéciale" issued by the French Ministry of Foreign Affairs are not required to hold a French driving licence, provided that an agreement has been signed between France and the country of issue of the licence. This agreement exists with the following Member States: Austria, Belgium, Czech Republic, Denmark, Finland, Germany, Greece, Hungary, Italy, Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Slovak Republic, Spain, Sweden and United Kingdom.

However, there is no such agreement between France and Switzerland. Swiss licence holders are therefore required to exchange their licence for a French one within a year of the date of issue of their French residence permit.

If you wish to find out whether such an arrangement exists between France and other countries, please contact the Relations with the Host States service (tel. 5152).

France: Vehicles with consular or diplomatic number plates

Following the reminder which appeared in Weekly Bulletin No. 25/94 of 20 June 1994, we wish to make clear that only non-French Members of the Personnel who hold "cartes spéciales" or "cartes diplomatiques" issued by the Ministry of Foreign Affairs may drive cars bearing consular or diplomatic number plates. French and non-French citizens who hold a permanent residence permit and (in accordance with the Status Agreement with France) do not hold "cartes spéciales" or "cartes diplomatiques" are not permitted to drive such vehicles and face sanctions if they do so. You are reminded that the French authorities allow no special dispensations or exceptions to this rule. Finally, cars registered

l'Accord de statut passé avec la France) de "cartes spéciales" ou "cartes diplomatiques", ne peuvent pas conduire, sous peine de sanctions, de telles voitures. Les autorités françaises rappellent qu'elles n'ont accordé aucune dérogation ou tolérance à cette règle. Il est précisé, enfin, que les voitures immatriculées en série consulaire ou diplomatique ne sont pas soumises au contrôle technique français.

Relations avec les Pays-hôtes
Tél. 5152

with consular or diplomatic number plates are exempt from the French technical inspection.

Relations with the Host States
Tel. 5152

ADVISORY COMMITTEE OF CERN USERS held on 21 September 1994

Chairman's remarks

The Chairman welcomed L. Foà and J. Salicio Diez attending their first meeting.

News from the CERN Management

C. Llewellyn Smith gave an update on the June Council meeting with particular reference to the LHC project. High level discussions continue to resolve the remaining difficulties in order to reach a decision as soon as possible. An early positive decision will enable the DG to reorganize for the construction, and is equally important for recommencing discussions with non-Member States.

L. Foà saw no reason to change the timetable for the presentation of the technical proposals for experiments.

Matters arising from previous minutes

Minimum Financial Support:

A paper was received from PE Division recommending that the minimum financial support be set at SF 2800.

Restaurant noise:

B. Michel confirmed that the problem is being studied.

No shows at the Hostel:

ACCU requested the Housing Fund Committee to propose a solution aimed at recovering income lost due to "no shows" at the Hostel.

Video Conferencing Day:

W. Blum announced the provisional programme for the video conferencing day (30 September). G. Walzel was nominated to represent ACCU in the round table discussion.

News from the Member states

Italy: P. Bagnaia described the organization in Italy for High Energy Physics Research. Of particular concern is the question of medical insurance for Italian visitors at CERN, and for which INFN is seeking solutions. The Users' Office plays a significant role for users who would like to see its services further extended and more closely linked to ACCU.

France: B. Michel described the structure, budget and scientific programmes for High Energy Physics Research in France: DAPNIA and IN2P3.

Library

S. Schwarz reviewed the recent improvements made to the Library services. ACCU expressed its congratulations for the preprint server, but requested better information on the workings of the system. The SIPB should provide a draft proposal for a medium term policy and strategic plan for the Library.

Electronic Pool advisory committee (EPAC)

D. Toet presented a progress report about the ongoing discussions for the proposed improved Rental Scheme. CCR is studying the EPAC proposals, and it is expected that the final conclusions can be presented at the December ACCU meeting as domestic budgets are likely to be affected.

Medical service

Dr. E.-P. Maquet introduced his colleague Dr. V. Fassnacht to ACCU, and explained the services provided by the Medical Service. He emphasised the advantages to both the user and to CERN if people arrived at CERN in possession of an appropriate medical certificate. ACCU agreed that the medical service is vital and gives a sense of security.

Low cost accommodation

The Housing Fund Committee recently inspected the barracks, and recommended that a market study should be undertaken to evaluate the cost of providing alternative low cost accommodation.

Antennae at CERN

H.-A. Gustafsson circulated a report on local antennae for Britain, Finland, France and Sweden at CERN. He found that they complement the CERN Administration and have good relations with the Users' Office. Other countries should be encouraged to follow their example.

USERS' Office news

The new edition of the CERN Users' Guide is now available.

Any other business

Stores Cards will be replaced by CERN cards (ie. with magnetic strip) as from 1 January 1995. All current users having signature rights will automatically be able to use their CERN cards. Team Leaders will be requested to supply a list of people in their teams who should also have this privilege. ACCU envisages serious difficulties unless EDH can be accessed by team leaders from outside CERN. M. Doran was requested to provide a short description for circulation in November with feedback at the December meeting on the system tests.

P. Renton commented on the correspondence he had had about public terminal clusters. He and A. Schopper will compile a list of existing clusters.

The Secretary agreed to discuss the use of CERN Cars with the Administration.

A. Zalewska asked how telephone bills are raised.

Agenda for the next meeting

The next meeting will be on 7 December 1994.

Bryan Pattison